



U.C.S.A.cgt

Appel à la mobilisation unitaire **Sauvons France télévisions !**

Les différentes annonces du PDG Pflimlin lors du CCE du 11 septembre appellent une réaction puissante et unitaire de la part des organisations syndicales de France télévisions.

Dans un premier temps les élus du CCE ont joué leur rôle en adoptant à l'unanimité le principe d'un droit d'alerte interne et en informant largement les salariés de la gravité de la situation.

France télévisions est victime d'une stratégie délibérée d'asphyxie financière. Cela a commencé avec la suppression de la publicité (dont la compensation va très certainement être censurée par Bruxelles) et cela se poursuit avec le gel des dotations budgétaires de l'Etat actionnaire.

S'y ajoute un retard considérable sur les recettes publicitaires en 2012, du en grande partie à une prévision beaucoup trop optimiste de la direction qui a coûté que coûté tenu à présenter un budget à l'équilibre.

Au total, ce sont plus de 175 Millions d'euros qui vont manquer à court terme au budget de France télévisions. **Quand on veut justifier un plan social, on crée un déficit.** Cette règle bien connue de la gestion néo libérale s'applique aujourd'hui à France télévisions.

Il est évident que les annonces du 11 septembre 2012 d'un plan social allant bien au-delà de 500 postes, de l'abandon du projet de régionalisation jugé trop coûteux par la tutelle, de la fusion des rédactions nationales, de la réduction des missions et du périmètre de France télévisions, représente la réponse du PDG Pflimlin à l'impossible équation économique.

A cela s'ajoutent les effets d'une interminable restructuration avec son cortège de maltraitance et de souffrance au travail, la renégociation du nouvel accord collectif, entravée par une direction qui refuse de faire évoluer ses positions sur le temps de travail, le système salarial ou le paritarisme, le plan d'économies drastiques qui frappe toutes les entités de FTV à Paris, en région et dans les outremeres et atteint directement notre raison d'être : les programmes mis à l'antenne.

L'heure n'est pas à la résignation. **La nouvelle majorité n'a pas été élue pour mettre en œuvre une politique de casse sociale et de mise à mal du service public de télévision.** La CGT appelle à la mobilisation et propose aux salariés et à l'ensemble des organisations syndicales **une première journée d'action le 2 octobre**, jour de l'examen au Sénat du budget de l'audiovisuel public pour 2013, pour exiger :

- Un financement à la hauteur des ambitions de France télévisions ;
- Le maintien des emplois et la requalification des précaires ;
- Le retrait du projet « info 2015 » et le maintien des rédactions nationales ;
- Les garanties sur les missions et le périmètre ;
- Le développement des programmes régionaux et ultramarins fabriqués en interne ;
- Une négociation loyale de l'accord collectif qui ne brade pas les acquis.

Paris, le 13 septembre 2012